

## Discours de politique générale de François FILLON

### L'ESSENTIEL

- **François FILLON a présenté le 24 novembre 2010** son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale et a engagé aux termes de l'article 49-1 de la Constitution la responsabilité du Gouvernement. L'Assemblée a approuvé cette déclaration de politique générale avec **326 voix pour**.
- **Après trois ans d'actions, le Premier ministre assume pleinement le bilan du Gouvernement qui a fait le choix de la responsabilité en engageant plusieurs réformes** majeures avec l'autonomie des universités, l'instauration d'un service minimum, le Grenelle de l'environnement, le rééquilibrage de nos institutions, ou la réforme des retraites. *« J'assume notre bilan car ceux qui esquivent leurs responsabilités ne méritent pas d'être aux responsabilités ».*
- François Fillon a rappelé le cap donné au Gouvernement pour les 18 mois à venir : *« un gouvernement d'action qui a double mandat: le premier est de **mettre en œuvre l'engagement de 2007 de bâtir une France moderne**; le second que nous n'avons pas recherché mais que nous avons reçu de l'Histoire, consiste à **gérer la pire crise économique** depuis la Grande Dépression des années 1930 ».*
- Le temps des réformes n'est pas fini. Elles restent indispensables pour moderniser notre pays: *« contre les conservatismes et pour vaincre les peurs **l'élan de la réforme reste intact** ! Parce que l'économie mondiale doit être mieux régulée, parce que notre économie doit être plus compétitive, parce que l'emploi doit être soutenu, parce que nos déficits doivent être réduits, parce que nous avons le devoir d'assurer le bien être de nos aînés en finançant la dépendance, je vous le dis nous réformerons » !*

### EXTRAITS

#### LA BATAILLE DE LA CROISSANCE

- *« Maintenant, la bataille de la croissance commence (...) **Notre taux de croissance en 2010 sera supérieur à 1,5% et la cible des 2% en 2011 est à notre portée** ».*
- Compétitivité économique :
  - *« **Il faut encore accentuer notre compétitivité économique et scientifique. Il faut nous libérer des déficits** pour maintenir les taux d'intérêts à un niveau aussi bas que possible et retrouver des marges de manœuvre (...) Il faut enfin - **et c'est la mission que le Président de la République s'est assignée en prenant la présidence du G20** – repenser la gouvernance mondiale, renforcer la régulation financière, lutter contre la volatilité des matières premières et des taux de change, ordonner les distorsions monétaires ».*
  - *« En dédiant 35 milliards d'euros aux investissements d'avenir, nous allons renforcer nos secteurs stratégiques. Dans les prochains mois, plus d'une centaine de projets seront sélectionnés (...) **D'un côté, ces investissements massifs pour aller chercher la croissance sur ses segments les plus porteurs, de l'autre la rigueur budgétaire pour réduire nos déficits, c'est là l'équilibre de notre politique économique** ».*
- Réduction des déficits :
  - *« **Il n'y aura plus de dépenses publiques supplémentaires pour relancer la croissance**. En revanche, nous avons le devoir d'offrir à nos entreprises des financements de long terme pour soutenir leur développement. Nous devons orienter l'épargne sur l'investissement de long terme, notamment en actions et sur les projets d'intérêt général ».*
  - *« Mon premier engagement : **c'est qu'il n'y aura pas de hausse d'impôt** (...) Nous devons continuer à agir, en nous tenant à trois principes: **la fiscalité doit servir notre compétitivité; la fiscalité doit rechercher la justice; la fiscalité doit être lisible et donc aussi simple que possible** ».*
  - *« **La gestion rigoureuse de la dépense publique, c'est la seconde condition de la croissance** (...) **Nous souhaitons inscrire dans notre Constitution des principes garantissant la maîtrise des finances publiques**. Le Gouvernement saisira prochainement les groupes politiques d'un document d'orientation, afin de voir si un consensus peut être atteint sur cette question ».*

## LA PRESERVATION DE NOTRE MODELE SOCIAL

- « **Avec le Président de la République, nous n'opposons pas l'efficacité économique, la rigueur budgétaire à la cohésion sociale (...)** Nos amortisseurs ont joué leur rôle, et la plupart de nos voisins n'ont pas eu le même privilège. Même au plus fort de la crise, le pouvoir d'achat a progressé: +1,6% en 2009, + 1,3% en 2010 ».
- Dialogue social :
  - « **Après le temps des désaccords, le temps du dialogue pragmatique est revenu. La loi du 20 août 2008, relative à la rénovation du cadre de représentativité, amorce un changement du paysage syndical** ».
  - « **La prochaine étape devra être la révision des règles de la représentativité patronale. Nous aurons ainsi conforté la légitimité de l'ensemble des partenaires sociaux** ».
- Emploi :
  - « **Au cœur de la cohésion sociale, il y a l'emploi. Pendant la crise, nous avons mis en œuvre avec les partenaires sociaux des mesures exceptionnelles et massives (...)** Nous devons aujourd'hui relancer nos politiques de l'emploi et progresser dans la voie de la flexisécurité. Il nous revient d'en fixer les objectifs, le calendrier et la méthode mais c'est aux partenaires sociaux d'en proposer et d'en définir les modalités et les outils ».
  - « **Parmi les solutions efficaces, nous savons tous qu'il y a l'apprentissage et l'alternance qui assurent une insertion dans l'emploi à plus de 70 %. Actuellement, 600 000 jeunes sont en alternance. Nous voulons doubler ce chiffre, et, pour ce faire, nous voulons un dialogue constructif avec les régions** ».
- Protection sociale et dépendance :
  - « **Nous lancerons une concertation nationale sur la protection sociale qui associera tous les acteurs : partenaires sociaux, professionnels de santé, mutuelles, assurances, collectivités territoriales, au premier rang d'entre elles les Conseils généraux** ».
  - « **Cette Concertation nationale aura évidemment pour but immédiat de traiter de la question de la dépendance. Son coût est estimé à 22 milliards d'euros et il devrait atteindre les 30 milliards dans les prochaines années. Le nombre des plus de 75 ans devrait doubler au cours des prochaines décennies** ».

## LE RENFORCEMENT DE NOTRE PACTE REPUBLICAIN

- « **Inscrire sa destinée dans un destin commun, donner à son pays autant que l'on reçoit de lui, transmettre à nos enfants un peu plus que ce que nos parents nous ont légué, intégrer et assimiler les étrangers qui rejoignent la communauté nationale, c'est là l'esprit du pacte républicain. Ce pacte est fragile, et partout où l'Etat démissionne, l'incivisme et le désordre gagnent** ».
- Sécurité :
  - « **La réponse policière et pénale doit s'adapter à des phénomènes alliant criminalité organisée, délinquance urbaine, trafics d'armes et de stupéfiants (...)** Le Président de la République a annoncé une série de mesures qui sont inscrites dans la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure ».
  - « **De Grenoble à Marseille, la démonstration est faite qu'aucun relâchement, aucune complaisance, ne sont possibles. Le défi est policier, judiciaire, éducatif, familial mais aussi moral. C'est toute une chaîne de responsabilité, de civisme, de respect mutuel, qu'il faut retendre** ».
- Justice :
  - « **Parmi les fondements de notre Etat républicain, il y a la Justice (...)** La Justice n'échappe pas aux mouvements du temps. Parmi ceux-ci, une conception toujours plus exigeante des droits de la Défense qui amènera à revoir les conditions de la garde à vue ».
  - « **Le principe selon lequel, comme toute juridiction, celles-ci jugent au nom du peuple français est vécu avec une intensité particulière. Cela justifie le rôle éminent du Parquet aussi bien que la présence des jurés aux assises (...)** Le Garde des Sceaux ouvrira donc un large débat pour savoir comment renforcer ce lien entre le peuple souverain et sa justice pénale ».

François BAROIN